

## *Aux deux rives de l'Atlantique Le fait migratoire en pays lobi et dans l'Etat de Bahia*

Georges SAVONNET

### Migrations en Afrique de l'Ouest avant le XX<sup>e</sup> siècle

Au cours des siècles précédant l'époque coloniale, les « migrations volontaires »<sup>1</sup> des paysans noirs sont très rares : les groupes lignagers ou les communautés villageoises disposent de terres généralement abondantes qui suffisent à leurs besoins, la pression démographique reste faible, enfin, l'insécurité est grande au-delà d'un certain rayon autour du village. Cette insécurité est la conséquence de dissensions entre ethnies, entre villages voisins ou clans adverses. Seules les populations à pouvoir centralisé, disposant d'une armée forte, peuvent se déplacer sans crainte à l'intérieur de leur territoire (type mossi du Burkina).

Toutefois, au cours des siècles, certaines populations, périodiquement, sont obligées de fuir l'envahisseur ou de le suivre en captivité : extension de l'empire du Ghana au X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, du Mali au XIV<sup>e</sup> siècles, guerres d'El Hadj Omar à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin la chasse à l'homme par les rabatteurs d'esclaves dès le début du XVI<sup>e</sup> siècle va s'amplifier jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> et provoquer de nombreux déplacements de populations rurales qui fuient les razzias de bandes armées de fusils introduits par les esclavagistes occidentaux.

En effet, l'introduction d'armes à feu va donner aux populations noires qui les reçoivent une supériorité sur leurs voisins ne disposant que de leurs arcs et de leurs flèches. Ainsi « l'un des motifs de la guerre de 1735 entre Ashanti et Dāgomba (Ghana actuel), fut la recherche d'esclaves ; grâce à leurs armes à feu, les *gun-men* (ashanti) vainquirent les excellents guerriers dagomba » (J. ROUCH, 1956). Ces derniers, vaincus par leurs voisins méridionaux, vont par la suite, en se dotant à leur tour d'armes à feu, agrandir leur territoire (milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle) en repoussant vers le nord Dagari, Wilé et Dyan ; vers l'ouest, Dyan, Lobi, Birifor qui, après avoir traversé la Volta noire, s'installent sur les terres libres des Koulango. Chez les Lobi,

1. Nous opposons le terme « migration volontaire », qui est décidée librement, à « migration forcée », conséquence d'une pression exercée par des éléments extérieurs (guerre, sécheresse...).

ce mouvement de population amorcé il y a deux siècles se poursuit encore de nos jours : depuis une dizaine d'années, ils ont atteint les limites de la grande forêt à 250 km de leur point de départ.

Abandonnons pour l'instant les Lobi sur les marges forestières ivoiriennes pour revenir quelques siècles en arrière et suivre les migrations des esclaves noirs au Brésil ; ayant traversé l'Atlantique, nous y resterons pour observer les stratégies utilisées par les Portugais pour coloniser les immenses espaces du *Nordeste*, puis la « descente » des ruraux vers les riches Etats du Sud ; enfin, avant de revenir en Afrique, nous examinerons les effets de la crise sur les mouvements des populations rurales nordestiennes.

### Migrations forcées des esclaves noirs au Brésil

Les Noirs, pour la plupart d'origine paysanne, ont été « recrutés »<sup>2</sup> par les « *pombeiros* » travaillant pour le compte d'un « roitelet nègre » qui les troque contre des armes à feu, des cotonnades, du tabac... auprès du négrier occidental ; ce troc ou *resgate* se déroule pour ce qui intéresse le Brésil, sur les côtes du Bénin, du Nigéria ou d'Angola. Embarqués (ou plus précisément, entassés) dans les cales d'un bateau (appelé *tumbeiro* par les Portugais, c'est-à-dire croque-mort !) après avoir été baptisés, les captifs entreprennent la longue traversée qui les amène à Bahia (durée 40 jours au minimum depuis l'Angola). La mortalité est effrayante : sur 1 211 « pièces » embarquées en 1625 par le gouverneur de l'Angola, il n'en reste plus à l'arrivée que 628 vivants, parmi lesquels 68 décéderont peu après leur débarquement (F. MAURO, 1983 : 194).

Généralement, dès leur débarquement, les esclaves sont « mis en quarantaine » pour effacer les fatigues du voyage. Bien traités, bien nourris, ils feront bonne figure au moment de leur vente ; nombre d'entre eux sont acquis par les *Senhores do engenho* (maîtres des plantations de canne à sucre) et emmenés sur la propriété où ils passeront le reste de leur courte vie active (7 ans en moyenne d'après F. MAURO, 1983 : 204).

Sur l'*engenho de açúcar*, les esclaves sont rassemblés dans des quartiers, nourris, habillés et mariés par leur maître, lequel dispose, selon son bon plaisir, de leurs enfants lorsque ceux-ci sont en âge de travailler. Aucune organisation sociale n'est tolérée par le *senhor* afin d'éviter les rébellions organisées ; seules, furent autorisées au XVIII<sup>e</sup> siècle les *beluques* dominicales, divertissements comprenant des chants et des danses dans la langue de leur pays d'origine autour d'un tam-tam. Ces *beluques*, qui passent pour de simples distractions de nègres nostalgiques, étaient en réalité des réunions où l'on invoquait les dieux d'Afrique et par lesquelles les esclaves reprenaient conscience de leurs origines ; ces manifestations socio-religieuses ont donné naissance aux actuels *codomblè* étudiés depuis un demi-siècle par P. VERGER ; ces *codomblè* sont des cérémonies afro-brésiliennes qui maintiennent « tenacement la tradition et qui leur ont donné (aux esclaves) la force de rester eux-mêmes » (P. VERGER, 1957 : 19-20).

Plus tard, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, survient l'effondrement de l'économie basée sur la canne à sucre ; une partie des esclaves est alors vendue dans les Etats du Sud où la caféiculture prend une grande extension. Après l'abolition de l'esclavage au Brésil en 1888, la situation des Noirs affranchis ne s'améliore guère : « le changement social ayant éliminé l'« esclave », il subsista le « nègre » perçu comme un résidu racial... relégué... dans la catégorie inférieure des pauvres » (Cl. SAVONNET, 1984 : 168). Ils abandonnent alors les plantations où le qualificatif « esclave » colle

2. Heureux euphémisme du parler brésilien !

à la couleur de leur peau, et se réfugient pour la plupart dans des villes où, là aussi, ils ont peine à s'intégrer dans le nouvel ordre économique...

### Colonisation de l'intérieur par les Portugais

Revenons en arrière, au XVI<sup>e</sup> siècle. A cette époque, la production de la canne à sucre sur les terres de la *Mata* et de l'*Agreste*<sup>3</sup> en pleine expansion exige un développement accéléré de l'élevage (pour la fourniture de viande et de bêtes de trait) (C. FURTADO, 1972 : 57). Le climat trop humide de la côte étant défavorable à cette activité, le roi du Portugal incite nobles et gens de son entourage à créer des fermes d'élevage à l'intérieur du pays. Ce sont les « petits blancs » portugais, insuffisamment fortunés pour créer leur propre *engenho de açúcar*, mais courageux et entrepreneurs qui seront les acteurs de cette grande aventure.

Ils se rassemblent en des *bandeirantes*<sup>4</sup> de plusieurs dizaines de personnes, remontent le cours des fleuves (le São-Francisco à Bahia) (fig. 1) et installent à proximité de leurs rives leur *fazenda de criação* (ferme d'élevage). De là, ils se taillent de vastes domaines sur les terres des Indiens qu'ils capturent pour leur service, ou refoulent toujours plus loin ou encore qu'ils éliminent en cas de résistance. Ainsi, à partir des berges des cours d'eau, se développe une colonisation des terres sur les immenses étendues du sertão. Ces communautés très isolées comprennent des *vaqueiros* (gardiens de troupeau), des *lavradores* (paysan) et plus tard, apparaîtra le *garimpeiro* (chercheur de pierres et métaux précieux) : les premiers sont aidés dans leurs tâches par des captifs indiens qui s'adaptent fort bien aux activités pastorales, les seconds utilisent des noirs qui s'accommodent des travaux agricoles et domestiques.

Ces communautés de *sertanejos*<sup>5</sup> installés à plusieurs centaines de kilomètres de la capitale, très difficiles d'accès, craignant toujours une attaque des Indiens ou la sécheresse qui ruine tous leurs espoirs, ces communautés marginalisées ont « secrété » un genre de vie, se sont forgé des lois, une éthique, qui n'ont rien de commun avec celles qui prévalent dans les riches fazendas de l'est ou dans les villes côtières.

Ces types d'hommes à la vie rude, indépendants mais fiers malgré leur pauvreté, qui se révoltent parfois contre le pouvoir (tel le mystique Antonio Condeheiro à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle) sont magnifiquement décrits par Euclide de Cunha dans son ouvrage « *Os Sertões* » (EUCLYDEIDA CUNHA, 1903 : 91-114).

La présence des terres libres à l'infini a annihilé chez le *sertanejo* toute recherche novatrice capable d'améliorer la rentabilité de l'exploitation (C. FURTADO, 1972 : 52 et suiv.). Ses modes d'exploitation sont donc ultra-extensifs et l'entraînent à se déplacer lorsque la terre est épuisée ou que les sécheresses successives ont ruiné sols et pâturages. Il abandonne donc terre et maison et s'en va ; hardes et provisions sont transportés à dos de mulet, le reste de la famille suit à pied et par petites étapes recherche un endroit moins inhospitalier. Ces groupes de migrants en détresse rassemblant une ou deux familles sont appelés « *flagelados* »<sup>6</sup>.

Découvrent-ils une place plus verdoyante, un *brejo* (endroit humide), ils y dressent leur campement, débroussaillent, ouvrent des champs... l'espoir revient. Si le groupe n'est pas « dérangé » par d'autres *flagelados* plus nombreux et plus forts

3. *Mata* = forêt, *agreste* = zone humide située à l'arrière des côtes atlantiques, *sertao* = mot dérivé de *desertao*.

4. *Bandeirantes* = *Bandeira* : drapeau, le *bandeirante* est un porte-drapeau qui part en avant pour la conquête, ici, des terres.

5. *Sertanejo* : habitant du sertão.

6. Le Brésilien Glauba Rocha, dans son film « *Vidas secas* » (réalisé dans les années 1950), évoque d'une manière poignante le cheminement sans fin des *flagelados* à la recherche de terres meilleures.

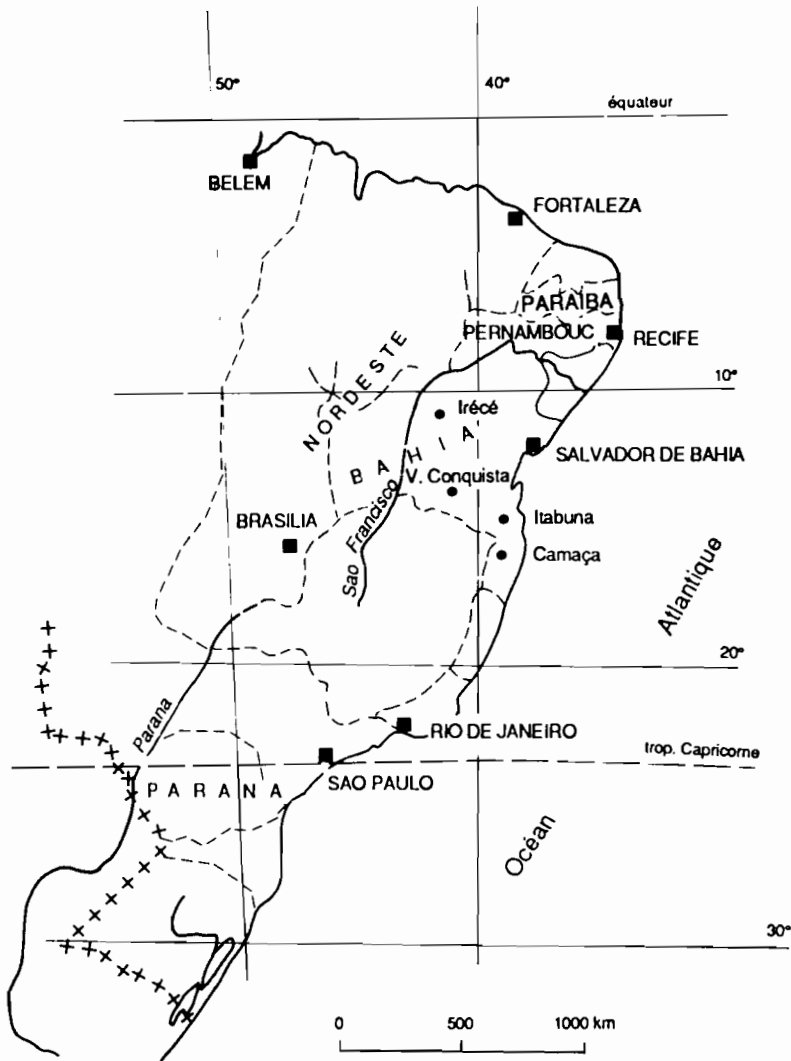


FIG. 1. — Brésil oriental

qu'eux, si la terre tient ses promesses, alors un nouveau village se forme ; peut-être, portera-t-il le nom de son fondateur<sup>7</sup>.

C'est à partir de ces points d'ancrage (villages de front pionnier) que va se développer au cours des années, en tache d'huile, une colonisation régionale : chaque chef de famille établit chacun de ses garçons mariés soit sur une terre de son propre domaine soit sur une terre proche du village. Si la terre est inoccupée, le paysan se taille un immense domaine (de plusieurs centaines d'hectares), il devient *posseiro* c'est-à-dire occupant sans titre ; dans le cas contraire il doit l'acheter aux premiers occupants.

7. Exemples empruntés au Sertão de Bahia : Marcelo Gomes, Dom Basilio, Souto Soarès...

Pendant toute la moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'isolement du sertão est profond : les voies de communication sont pratiquement inexistantes et souvent peu sûres ; le paysan est donc confiné dans une sorte d'isolat où il vit replié sur lui-même. Tout le matériel est fabriqué sur place selon les modèles datant du XVIII<sup>e</sup> siècle : moulins à sucre, à manioc, à glaise (destinée à fabriquer briques et tuiles rondes), ils sont mus par un mulet ou un bœuf. Fours à chaux, à briques ou à semoule de manioc et alambic à *cachaça* (alcool de canne) sont chauffés au bois. Les chars à bœufs (aux roues en bois, pleines), métiers à tisser le coton, le cuir destiné à la fabrication des vêtements, chapeaux et chaussures sont fabriqués dans chaque village (G. SAVONNET, 1979, planches photos : 186-187).

En 1975, dans l'arrière pays de Bahia, on découvre encore ces scènes pastorales d'une époque révolue, ces images d'une civilisation vivant hors du temps. Cependant, les choses bougent quelque peu : sur les foires, les marchés, le jeune est informé des possibilités de travail offertes sur les plantations de caféiers du Parana ou à São Paulo. C'est à partir des années 1925-30 que les Etats du Parana et São-Paulo entrent dans l'imaginaire du jeune sertanejo et apparaissent comme des « Eldorado » qu'il faut connaître.

### Migrations individuelles vers le sud

Il va donc tenter lui aussi l'aventure ; il part à pied, vers le sud, se faisant embaucher ici et là pour subvenir à ses besoins ; il met parfois plusieurs mois pour atteindre le Parana<sup>8</sup> ; il y trouve facilement du travail : le sertanejo est réputé travailleur et honnête. Nourri, logé sur le domaine, il amasse quelques économies ; à partir des années 1950-60, il peut même suivre les cours d'alphabétisation, le soir. Après quelques années passées loin du pays, deux possibilités s'offrent à lui : revenir au village ou rester dans le sud.

Dans le premier cas, si l'inflation n'a pas amputé ses économies d'une large fraction de son pouvoir d'achat<sup>9</sup>, il pourra acheter à bon compte une fazenda abandonnée, des terres, un attelage. Instruit, il mettra peut-être en pratique les méthodes de production observées dans le sud... Il réussira dans son entreprise à deux conditions : que le prix des denrées ne s'effondre pas<sup>10</sup>, que la pluviométrie soit bonne au cours des premières années. Dans le cas contraire, c'est l'échec et le retour définitif dans le sud<sup>11</sup> !

Dans le deuxième cas, il reste dans les Etats méridionaux ; alphabétisé, il parviendra à occuper un poste de responsabilité dans la fazenda. Mais la ville l'attire ; ayant trouvé un emploi plus rémunérateur, il quitte la plantation ; il habitera dans une lointaine banlieue, y construira sa maison, se donnera un certain confort ; par ordre d'importance, électricité, cuisine au gaz, télévision, réfrigérateur.

De mes enquêtes faites en 1978 à San-Andrè (banlieue industrielle située à 35 km de São-Paulo), je retiens la faiblesse des salaires : mensuellement 200 \$ US pour une famille de quatre ou cinq personnes ; on vit chichement, mais on a la sécurité de manger à sa faim, d'envoyer les enfants à l'école, d'avoir un hôpital, un dis-

8. L'un d'entre eux, parti de la Chapada da Diamantina en 1950 pour le Parana, met trois années pour atteindre cet Etat : il passe deux années à Itabuna et une à Camaça (Etat de Bahia).

9. De 1975 à 1980 le taux moyen annuel de l'inflation varie de 40 % à 80 % et de 80 à 200 % de 1980 à 1985.

10. Par exemple, le prix du kilo de ricin qui atteignait 5 cruzeiros en 1975 s'effondra à 1 cruzeiro en 1976.

11. Dans la région de Brumado, sur une centaine de fazendeiros enquêtés en 1976-77, j'ai rencontré 7 propriétaires moyens (100 à 150 ha) qui avaient réussi, après séjour dans le Sud, à créer au retour au pays une exploitation moderne et rentable ; tous avaient été alphabétisés au Parana ou à São-Paulo.

pensaire à proximité. Les relations sont rares avec le pays, on ne se déplace que pour des événements graves, les envois d'argent sont exceptionnels, chacun vit replié sur soi, aussi on ne voisine guère : ainsi les immigrés d'une même région vivant dans le même quartier s'ignorent. Situation impensable dans les villes d'Afrique noire. Mais aucun migrant interrogé ne regrette le Sertão et n'envisage d'y revenir pour finir ses jours.

Soulignons bien que tous les immigrés interrogés avaient réussi ! Mais que sont devenus les malchanceux, les malheureux ? Je ne les ai pas rencontrés. Combien sont-ils ? Où sont-ils ? Comment vivent-ils ?

### Migration des ruraux et crise

Depuis 1980, le sertanejo émigre moins vers les villes du sud et sur les latifundia : nombre d'entreprises ont réduit leurs activités, la culture du caféier nécessitant une main-d'œuvre abondante a été remplacée par celle (très mécanisée) du soja. Ce dernier produit offre, à un marché mondial en pleine expansion, souvent deux récoltes par an (B. BRET, M.-D. de SUREMAIN, 1985 : 78) — tandis que le café était, à cette latitude, périodiquement anéanti par la gelée. Les plantations ont donc été déplacées plus au nord, sur les hautes et bonnes terres des plateaux de Bahia : 40 000 ha environ étaient en production dans la région de Vitoria de Conquista en 1983 ; cette nouvelle stratégie économique intéresse aussi la culture du riz sur les nouvelles terres inondées du São-Francisco, celle du haricot de la région d'Irecé, enfin au Pernambouc et Paraiba, dès 1975, les autorités brésiliennes ont appliqué le programme alcool (à partir de la distillation de la canne à sucre) destiné à remplacer le pétrole.

Cette orientation nouvelle de l'économie agricole fondée sur la grande exploitation a pour effet d'évincer de leurs terres des milliers de petits propriétaires qui, pour la plupart, se sont réfugiés dans les petites villes du Nordeste<sup>12</sup> et deviennent une main-d'œuvre « a vontade dos impresarios »<sup>13</sup> (R. LINHART, 1980 : 34, 35). Notons que plus des deux tiers des immigrés vivant dans l'Etat de Bahia sont des étrangers, totalement démunis venus des Etats voisins (H. THERY, M. DROULERS, 1985 : 14, 15). Ainsi, l'Etat de Bahia qui jusqu'ici se délestait périodiquement de nombreux éléments de sa population jeune, serait devenu, dès 1980, une zone attractive. Mais cette attraction des petites villes de l'intérieur masque une situation tragique vécue par les nouveaux venus sans ressources. Par exemple, pour vaincre la faim au Pernambouc où le salaire journalier du coupeur de canne varie entre un et trois dollars US, le paysan cherche un emploi temporaire sur les rizières du São-Francisco, les champs de haricots de Irecé ou par la cueillette du café à Vitoria da Conquista, cueillette qui se déroule de juillet à fin septembre ; elle nécessite pendant ces trois mois la présence de 20 000 travailleurs ; d'après mes calculs sur les chiffres présentés par B. BRET et M.-D. DE SUREMAIN (1985 : 84-91), le salaire journalier du cueilleur varierait entre 2 et 5 \$ US.

Cette situation dramatique du paysan évincé de ses terres est chose courante au Brésil ; mais généralement il parvenait au bout de quelque temps à trouver un travail en ville ou à découvrir une terre libre sur laquelle il recréait son exploitation. Aujourd'hui, la ville n'embauche plus, c'est la crise et, dans l'Etat de Bahia, les terres libres sont les moins aptes à la culture... Mais on dit qu'en Amazonie, à 2 500 km

12. A Irecé, dans l'Etat de Bahia, la population est de 14 000 hab. en 1975, de 38 000 en 1983 (Je remercie ici, le CREDAL — et plus spécialement Hervé THERY — qui a mis à ma disposition les derniers documents sur ses recherches dans l'Etat de Bahia).

13. « A la discrétion de l'employeur » in : « La faim et le sucre ». « Ainsi (en 1979), depuis 1964, le salaire a été divisé par deux et la production journalière multipliée par deux. »

plus à l'ouest, la forêt est immense... Les terres sont les plus fertiles du Brésil... On peut manger à sa faim et même devenir riche en quelques années... Par ailleurs, le voyage par camion est gratuit...

### Migrations des ruraux en Afrique de l'Ouest au XX<sup>e</sup> siècle

En Afrique de l'Ouest contemporaine, il apparaît, dans une première approche que les mouvements migratoires des ruraux n'ont rien de commun avec ceux du Brésil. Ici, les motifs de départ, les préparatifs, les prospections dans la région d'accueil, les relations avec les autochtones, etc., sont régis par des règles socio-religieuses qui doivent être respectées (Cl. BOUET, 1977 : 33 et suiv.). Par ailleurs, il existe encore, bien vivants et actifs, des cercles d'alliance entre individus appartenant, par exemple, à une même famille ethnique, un même clan ou à un même groupe linguistique. A l'intérieur de ces « communautés », les membres entretiennent entre eux des relations privilégiées faites d'alliances, de solidarité ; ils ne s'en départissent pas, quel que soit l'écart social entre « frères ». Enfin, le paysan pratiquant la religion traditionnelle (ils sont encore nombreux au Burkina et en Côte d'Ivoire) ne peut exécuter certains actes relatifs au foncier (actes banals en économie moderne) tels que la vente ou la location de la terre qui, elle, reste la propriété exclusive des dieux du sol.

C'est donc sur ce fond original où le social et le religieux traditionnels prédominent, que vont s'inscrire, se développer les mouvements migratoires des ruraux de l'Afrique de l'Ouest.

Nous n'insisterons nullement sur les migrations forcées de la période coloniale au cours de laquelle les jeunes furent les réquisitions de l'administrateur, du militaire ou du recruteur de la SIAMO<sup>14</sup>, pour nous pencher sur les deux modes de migration les plus communément pratiqués de nos jours : migrations familiales sur les terres neuves, migrations des jeunes sur les plantations et dans les villes.

#### Migrations familiales sur fronts pionniers

Contrairement à ce qui se passe dans le Sertão brésilien, il ne s'agit pas pour le migrant des savanes de conquérir la terre, mais bien de recevoir l'autorisation de la cultiver pour subvenir aux besoins du groupe. Cette autorisation est obtenue soit directement des divinités de la terre (après sacrifices sur le sol) lorsque la région est inoccupée, soit par le chef de terre du village voisin. Par ailleurs, cette migration est soigneusement préparée par l'envoyé du chef de famille qui, en saison sèche, visite la région, s'entretient avec les chefs de villages autochtones, avec ses compatriotes déjà établis dans le pays. La décision une fois prise, c'est le départ — autrefois à pied (comme les flagelados brésiliens), aujourd'hui par camions ; puis c'est l'installation, la mise en valeur des terres... Aux récoltes, les nouveaux venus offrent au chef de terre quelques paniers de chacun des produits moissonnés, des animaux, non pas comme redevance ou prix de la location des terres, mais bien comme offrandes destinées aux autels protecteurs du village en remerciement des bienfaits reçus (G. SAVONNET, 1962 : 35-42).

Ici donc, la terre (et le respect qu'on lui porte) apparaît comme le « nœud » des relations qui s'établissent entre les deux communautés. Ces relations devraient finalement aboutir à une assimilation complète des immigrés au village-hôte, ceci par des échanges matrimoniaux avec la population locale.

14. SIAMO : Syndicat interprofessionnel pour l'acheminement de la main-d'œuvre.

Or, cette stratégie d'assimilation des étrangers au village-hôte se heurte souvent aujourd'hui à des incompatibilités d'ordre sociologique, politique ou religieux.

Ainsi, dans le nord-est ivoirien et tout spécialement dans la région de Bouna (fig. 2), aucun échange matrimonial entre immigrants lobi et leurs hôtes koulango n'a jamais, à ma connaissance, pu se réaliser depuis un demi-siècle : les divergences dans le fondement des règles coutumières ayant trait aux alliances matrimoniales<sup>15</sup> sont telles qu'elles interdisent ici tout mariage inter-ethnique.

Par contre la pratique des cultes attachés aux divinités de la terre, commune aux Koulango du nord et aux Lobi, facilite considérablement le règlement des litiges, différends qui peuvent les opposer : d'un commun accord, chaque contestation est tranchée par le chef de terre après consultation des puissances chtoniennes et sacrifices sur leurs autels.

Il est probable que cette coexistence pacifique entre les deux groupes, fondée sur un consensus à base religieuse, a permis à la minorité koulango de se maintenir sur place sans être refoulée par les migrants lobi toujours plus nombreux ; ces derniers étaient 75 000 contre environ 7 000 Koulango en 1975 !

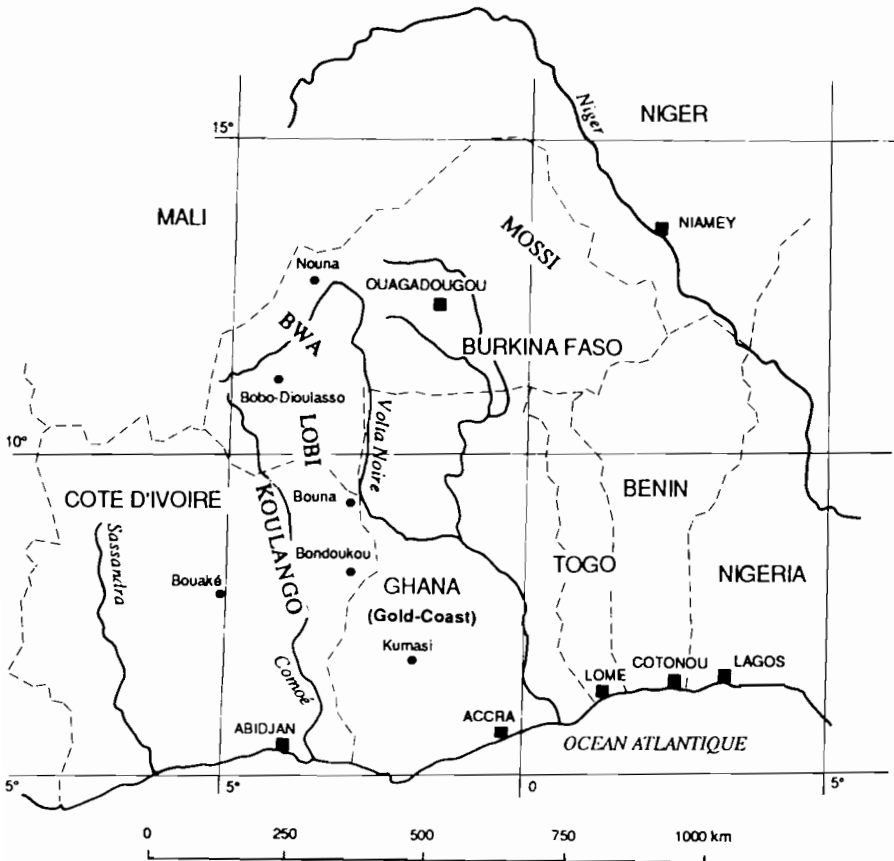


FIG. 2. — Afrique de l'Ouest

15. Chez les Lobi, la venue d'une épouse dans un foyer est réglée par une compensation matrimoniale (ou dot) ; chez les Koulango, les échanges matrimoniaux se font dans un cercle d'alliance restreint à l'intérieur duquel chaque maisonnée exerce son contrôle : la dot, ici, est inutile.



Il en va différemment dans le sud-Bouna (région de Bondoukou-Nassian) où l'arrivée récente et massive des Lobi chez les Koulango (ces derniers tous islamisés), pose de multiples problèmes en 1985 : aucun terrain d'entente aux plans religieux et surtout foncier n'avait pu être retenu par l'administration pour les résoudre.

Dans la région de Nouna (nord-ouest du Burkina), les 18 000 immigrés mossi islamisés en 1975 chez les Bwa (ces derniers étaient 160 000 à la même époque) « mènent le jeu » pour la conquête des terres, ceci, malgré leur faiblesse numérique. Les nouveaux venus qui ont été chassés de leurs terres par la sécheresse, jouissent d'une organisation socio-politique centralisée et très hiérarchisée ; ayant abandonné les pratiques liées à leur religion ancestrale, ils ne respectent plus les règles foncières, encore fidèlement appliquées par leurs hôtes bwa ; ces derniers, organisés en de petites communautés villageoises autonomes, sont donc plus vulnérables. Le processus de conquête des terres se déroule selon le schéma suivant : « au-delà d'un certain effectif (dans le village d'accueil), les nouveaux venus ne demandent plus... les terres aux Bwa et s'arrogent le droit de défricher à leur convenance sous couvert de leur propre chef de village. L'espace s'organise alors sans autres règles que celles de la société *mossi elle-même*. » (M. BENOIT, 1982 : 48-49).

Ces quelques exemples soulignent la rapide et récente dégradation des rapports entre immigrés et autochtones ; elle aboutit parfois à des situations conflictuelles pour le contrôle des terres et leur accaparement par des étrangers. Cette situation nouvelle semble par ailleurs être encouragée par les législations foncières des Etats africains qui, se substituant aux chefs de terre locaux, sont devenus en principe les propriétaires légaux de toutes terres villageoises vacantes.

### Migrations des jeunes vers les plantations et les villes

Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, les premières migrations des jeunes se sont développées spontanément du Niger vers la Gold-Coast (Ghana actuel). Cette colonie anglaise connaît dès avant la Grande Guerre un essor rapide et fait appel à une main-d'œuvre nombreuse composée de Zerma et de Mossi venus des colonies françaises. Par groupes de 30 à 50, armés d'arcs et de flèches (pour parer aux mauvaises rencontres), les jeunes migrants empruntent les anciennes pistes ouvertes autrefois par les esclavagistes ; ils atteignent, après un mois et demi de marche, Kumasi, ville déjà reliée à la côte par chemin de fer en 1904 (J. ROUCH, 1956 : 25, 26). En 1970 encore, cette ville connaît jusque dans le moindre village des savanes burkinabè une renommée sans égale.

Il est certain que la grande famine de 1920 « fut l'un des facteurs décisifs du grand rush des Zerma entre les deux guerres » (*op. cit.*, 1956 : 28). En 1921, on dénombre 50 000 étrangers en Gold-Coast dont 12 000 venus d'A.-O.F.<sup>16</sup> ; en 1931, ils sont respectivement 300 000 et 200 000 ! Que font-ils ? Les uns sont manœuvres sur les plantations, d'autres (très rares) sont devenus mineurs, beaucoup s'adonnent au commerce (l'un d'eux, en 1950, était maître du marché de la viande à Accra) (*op. cit.*, 1956 : 86) d'autres deviennent policiers, douaniers...

Le développement économique de la Côte d'Ivoire est plus tardif, les ruraux préfèrent travailler en Gold-Coast où ils sont mieux payés et moins sujets à des trasseries administratives. Dès 1930, les autorités coloniales françaises essaient (maladroitement) de dévier le flot migratoire vers la Côte d'Ivoire en recrutant des travailleurs : échec ; on institue en 1938 le travail obligatoire : les jeunes se cachent ; après son abolition en 1946, le SIAMO prend le relais : sans grands succès... Les jeunes ruraux ne commenceront à s'intéresser aux plantations ivoiriennes qu'en

16. A.O.F. : Afrique Occidentale Française.

1960-65, période correspondant au début du déclin des activités ghanéennes et au décollage économique ivoirien.

En 1975, la Côte d'Ivoire compte 6 000 000 d'habitants parmi lesquels 1 500 000 étrangers, dont 750 000 Voltaïques (500 000 d'entre eux vivent en milieu rural, 250 000 en ville).

Les départs et les séjours des jeunes sont fort bien organisés. Si le départ et le retour au village se font dans le plus grand secret<sup>17</sup>, le voyage se déroule sans difficulté suivant les itinéraires balisés par des relais tenus par des compatriotes. Arrivés sur la plantation ou dans la ville choisie, l'immigré est pris en charge par sa communauté ethnique (présidée par un ancien) ; on lui trouve du travail, dès lors il s'organise comme il l'entend, mais conserve des liens étroits avec le chef de la communauté, participe aux fêtes et rituels<sup>18</sup>. Après un séjour plus ou moins long dans le pays d'accueil, il revient discrètement au village, de nuit ; le lendemain après avoir dormi chez un camarade, c'est la fête, il distribue des cadeaux, de l'argent pour étaler sa réussite ; s'étant « généreusement » dépouillé de toutes ses économies pour accroître son prestige (et celui de sa famille !), les jours suivants, il reprend la houe et les pratiques culturelles des anciens comme s'il n'avait jamais quitté le pays<sup>19</sup>.

Depuis une quinzaine d'années, départs et retours sont devenus banals ; les absences s'allongent, les séjours au village diminuent ; chaque migrant cherche à obtenir des ressources plus substantielles pour lui-même et pour les siens : il devient par exemple manœuvre sur une plantation de caféiers avec espoir d'accéder à la terre. Pour cela il travaille consciencieusement pour son patron, rend des services à sa famille... des liens affectifs se nouent entre patron et manœuvre ; après 5 ou 6 ans de fidèles services, l'immigré reçoit un morceau de forêt destiné à sa future plantation qu'il agrandira par la suite au fil des ans (avec l'aide de ses frères venus du Burkina Faso ou du Mali) — (Cl. BOUET, 1977 : 29-35). C'est par transactions monétaires que se réalisent le plus souvent aujourd'hui les agrandissements des plantations en grande forêt ivoirienne.

En ville, le réseau de solidarité joue encore maintenant un rôle important dans l'insertion du nouveau venu dans sa communauté ethnique d'accueil ; mais les brassages de population, la scolarisation des enfants, l'utilisation de la langue officielle (celle de l'ancien colonisateur), élargissent ses relations interethniques au détriment des contacts avec ses compatriotes. A la seconde génération « se développe chez les émigrés le sentiment d'être citadin face au rural » (J.-C. BARBIER, G. COURADE, P. GUBRY, 1981-1982 : 126). Dès lors, les relations avec le pays d'origine qui, jusque-là, étaient étroites (voyages fréquents, envoi d'argent et de cadeaux...) se relâchent et finissent par s'évanouir...

Depuis une dizaine d'années, on assiste, principalement sur les fronts pionniers, à des retours au village de jeunes ayant quitté la ville (où le chômage sévit) ou le lycée. Les scolarisés s'occupent par exemple de la commercialisation des produits, deviennent gestionnaires des coopératives villageoises, d'autres tiennent boutique, sont réparateurs de bicyclettes ou de mobylettes ou encore tentent, dans l'exploitation familiale, de moderniser les techniques agricoles... Ces actions novatrices des enfants du pays sont rendues possibles pendant la période d'adaptation de la communauté immigrante au nouveau milieu, adaptation qui nécessite, sur front pionnier, des stratégies, des orientations nouvelles, autant de « failles » dans l'organisation traditionnelle qui facilitent l'insertion et la participation des jeunes aux activités du groupe et accroissent les chances d'une évolution en profondeur (G. SAVONNET, 1986 : 55-70).

17. « Le départ est ressenti comme une rupture, une trahison » — P.X. TRINCAZ, 1979 : 24.

18. En 1963, J. Rouch a découvert à Accra un petit champ de mil — il croît difficilement à cette latitude — entretenu par les Dogon du Mali. Les épis de cette céréale étaient indispensables à la célébration d'un de leurs rituels.

19. « Jaguar », film de J. ROUCH (1954) raconte d'une façon amusante les tribulations de quatre Nigériens émigrés au Ghana.

En zone de départ, dans les villages d'origine, malgré les retombées financières importantes provenant des migrants (en 1982, le Burkina aurait reçu 45 milliards de FCFA, soit 100 millions de FF de ses ressortissants) (J.-L. BOUTILLER, A. QUESNEL, J. VAUGELADE, 1985 : 246), l'évolution technique agricole reste faible. Les capitaux reçus sont en grande partie dilapidés par les anciens pour des dépenses ostentatoires<sup>20</sup>. Par ailleurs la société ne bénéficie nullement de l'expérience acquise par l'émigré : dès son retour, il reprend son rang dans la hiérarchie coutumière sans pouvoir investir ses économies et ses idées dans des activités novatrices.

### En matière de conclusion

Pour conclure, après avoir rappelé les caractères essentiels de ces deux types d'émigrés ruraux, il paraît intéressant de connaître l'influence des systèmes politiques sur l'intégration de ces populations dans une économie moderne.

L'histoire, l'organisation sociale sont à la source de ces différences : l'Africain, plutôt conservateur, profondément attaché à la terre de ses ancêtres qu'il utilise souvent avec économie, apparaît comme un paysan authentique, peu enclin à l'émigration. Intimement lié à sa communauté familiale, bien intégré à la collectivité villageoise (qui ne peut prospérer en dehors d'une action solidaire de tous ses membres), le paysan de l'Ouest africain éprouve, en quelque lieu qu'il soit, un besoin viscéral de vivre en société, de communiquer !

Le Sertanejo, quant à lui, de tout temps a disposé d'immenses espaces qui l'incitent à se déplacer lorsque sa terre est épuisée. Cultivateur par obligation<sup>21</sup>, il abandonne volontiers ce métier pour devenir vaqueiro ou garimpeiro. Ainsi, peu attaché à sa terre, à son groupe familial (qui éclate après la mort du père), à son village, le Sertanejo apparaît tout au long de son histoire comme un éternel migrant, un homme seul, libre et fier de l'être. Par ailleurs, le perpétuel combat qu'il mène, seul, chaque jour pour vivre, lui a forgé un caractère dur, méfiant (envers ses amis, ses voisins, ses proches qu'il perçoit comme des concurrents), mais aussi décidé à sortir de son état misérable.

De ces deux types d'hommes, courageux, travailleurs, le migrant sertanejo semble, en première analyse, mieux armé que l'Africain pour s'intégrer au monde moderne. Qu'en est-il dans la réalité quotidienne marquée aujourd'hui par la récession économique, le chômage ? Pour répondre à cette question, nous devons tenir compte des politiques de promotions sociale et économique adoptées par les autorités gouvernementales.

Dans les nouveaux Etats de l'Ouest africain, de nombreux dirigeants issus souvent du milieu rural, s'intéressent de très près à l'amélioration des conditions de vie paysanne. C'est ainsi que depuis les années 1960-65, ont été prises (avec l'assistance de l'ancien pays colonisateur) des mesures de promotion rurale<sup>22</sup> et d'aide alimentaire. Par ailleurs, les législations foncières des nouveaux Etats interdisent généralement tout accaparement des terres<sup>23</sup> mais laissent une grande latitude aux paysans pour régler suivant leurs coutumes les différends fonciers<sup>24</sup>.

20. Par exemple : achat de bétail destiné aux échanges matrimoniaux.

21. Rappelons que du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'esclave noir fait la plupart des travaux agricoles dans les colonies pionnières.

22. Intéressant aussi bien les techniques culturales que les améliorations sociales : alphabétisation, ravitaillement en eau, santé, réseau routier...

23. « La terre appartient à celui qui la travaille » ; notons que les exploitations familiales dépassant 100 ha cultivés sont exceptionnelles en Afrique de l'Ouest.

24. Les litiges fonciers évoqués plus haut entre paysans émigrés et leurs hôtes font l'objet de longs palabres – ils peuvent durer plusieurs années – mais finissent toujours par trouver une solution.

Dans les grandes villes, Abidjan, Dakar, Accra, l'entraide entre ruraux immigrants continue de jouer un certain rôle : le chômeur n'est pas abandonné ; généralement, il parvient souvent, après avoir fait jouer toutes les relations possibles de son réseau d'alliance, à trouver du travail chez un « grand frère » employé dans une petite ville ou sur une plantation. Dans le cas contraire, il reviendra « sans honte » au village, pauvre en argent mais riche en anecdotes qui, racontées à ses compagnons, lui procureront un prestige certain. Plus préoccupant est le sort des chômeurs issus de la deuxième ou troisième génération urbanisée : incapables de se réinsérer dans le milieu rural ou dans une ville secondaire, ils vont grossir les bandes de marginalisés qui sèment trop souvent la peur dans les villes.

Au Brésil, depuis toujours, et quel que soit le régime, l'action gouvernementale est conduite, en pratique, par une oligarchie capitaliste qui impose une politique favorable à ses intérêts : très bas salaires, protection sanitaire souvent précaire chez les immigrants urbains, analphabétisme endémique<sup>25</sup>, absence d'encadrement en zone rurale.

Les migrations vers les cités industrielles ou les grandes plantations étaient pour le jeune sertanejo le seul espoir d'améliorer ses conditions de vie. Aujourd'hui, cette perspective lui est fermée : on n'embauche plus ! Quant au chômeur urbain, il ne peut retourner au village : sa fierté ne pourrait supporter l'affront de revenir au pays plus pauvre qu'il en est parti. Marginalisé, il poursuit sa misérable migration qui, peu à peu, devient vagabonde, pour survivre...

Ainsi, la réussite du migrant rural dans ses projets, n'est plus fonction des seules qualités de l'individu, elle est tributaire des conditions économiques mondiales et des orientations socio-économiques des gouvernements.

Dans ce nouveau contexte, le Brésil, qui a fondé tous ses espoirs sur la grande entreprise, consacre la majorité des forces du pays à sa réussite, mais en même temps, il favorise une immense déprédation du milieu naturel auquel s'ajoute le gaspillage des énergies humaines, source d'une grande instabilité économique et d'une continuelle paupérisation des migrants ruraux. Inversement, la plupart des Etats africains ont privilégié le développement de la petite et moyenne entreprise (agricole et industrielle) qui sont taillées à la mesure des possibilités humaines actuelles ; cette politique reste assez souple pour permettre, sans trop de heurts, l'adaptation progressive du paysan et du migrant aux nouvelles conditions de l'économie moderne.

## BIBLIOGRAPHIE

### Brésil

- DA CUNHA (E.), 1903 rééd. — *Os Sertão, Livros do Brasil*, Lisboa, 466 p.
- VERGER (P.), 1957 — Notes sur le Culte des Opisa et Vodun, IFAN Dakar, 570 p.
- CELSO FURTADO, 1972 — *La formation économique du Brésil de l'époque coloniale au temps modernes*, Mouton, Paris. La Haye, 205 p.
- SAVONNET (G.), 1979 — Le paysan de la région de Brumado, Brésil (polygone des sécheresses, sud de l'Etat de Bahia), in : *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.* n° 3 : 179-204.
- LINHART (R.), 1980 — *Le sucre et la faim (enquête dans les régions sucrières du Nord-Est brésilien)*, éd. de Minuit, Paris, 93 p.
- SAVONNET (G.), 1982 — Milieu naturel et développement agro-pastoral sur les plateaux du Nordeste brésilien (Etat de Bahia), in : *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, n° 1 : 3-30.

25. En 1978, j'avais estimé à environ 10 % le pourcentage des enfants scolarisables fréquentant l'école, dans le sertão de la région de Brumado (Etat de Bahia). En Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, ce pourcentage varie entre 50 et 70 %. Au Sénégal, Mali, Burkina, il est de l'ordre de 20 à 30 %.

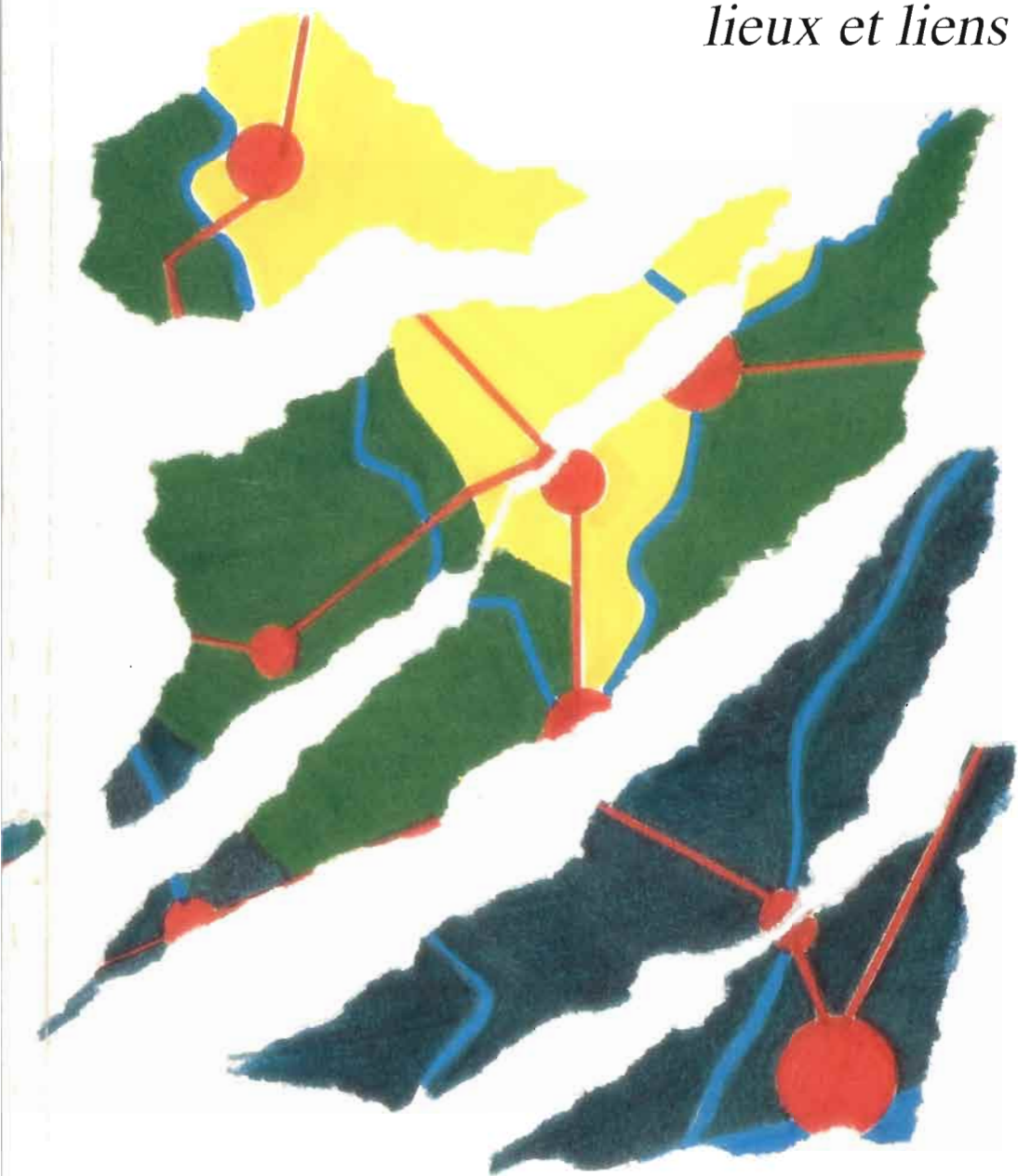
- MAURO (F.), rééd. 1983 — *Le Portugal, le Brésil et l'Atlantique au XVII<sup>e</sup> siècle (1570-1670)*, Centre culturel portugais, Paris, 633 p.
- RODRIGUEZ DA SILVA (H.), 1984 — L'industrialisation au Brésil durant la première guerre mondiale, le témoignage du journal « Brésil » in : *La préindustrialisation du Brésil, essais sur une économie de transition, 1830/50, 1930/50*, S/dir. F. MAURO, CNRS, Paris : 67-82.
- SAVONNET (Cl.), 1984 — Main-d'œuvre noire et industrialisation au Brésil (1850-1950) in : *La préindustrialisation...* CNRS : 159-174.
- THERY (H.) & DROULERS (M.), 1985 — Migrants de l'Etat de Bahia, (version provisoire), 38 p. *multigr.*
- BRET (B.) & SUREMAIN (M.-D. de), 1985 — Vitoria da Conquista et sa région in : *Document de recherche du CEDRAL*, L. A. 111, CNRS : 75-109.

#### Afrique de l'Ouest

- ROUCH (J.), 1956 — *Migrations au Ghana (Gold-Coast), enquête 1953-1955*, Société des Africanistes, Paris, 173 p.
- SAVONNET (G.), 1962 — La colonisation du pays Koulango (Haute Côte d'Ivoire) par les Lobi de Haute-Volta, in : *Les cahiers d'Outre-Mer* t. XV : 25 à 46.
- BOUET (Cl.), 1977 — *Betté et Akiékrou, étude comparée de deux terroirs en zone forestière*, in : Atlas des structures agraires au sud du Sahara, ORSTOM, Paris, 127 p.
- TRINCAZ (P.-X.), 1979 — Transformations sociales dans les zones nouvelles d'implantation rurale, les Sérèr dans les terres neuves du Sénégal oriental, in : *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, n° 1-2 : 19-36.
- BENOIT (M.), 1982 — *Oiseau de mil — les Mossi du Bwamu — (Haute-Volta)*, Mémoire ORSTOM, n° 95, Paris, 105 p.
- BARBIER (J.-C.), COURADE (G.), GUBRY (P.), 1981-1982 — L'exode rural au Cameroun, in : *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.* : 107-148.
- BOUTILLIER (J.-L.), QUESNEL (A.), VAUGELADE (J.), 1985 — La migration de la jeunesse du Burkina, in : *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, n° 2-3 « Jeunesse, développement et changements sociaux » : 243-249.
- SAVONNET (G.), 1986 — Installation des Lobi dans le Nord-Est ivoirien et développement agropastoral. CIDT, Bouaké, ORSTOM Paris et Petit-Bassam (Côte d'Ivoire), 79 p. *multigr.*

# *Tropiques*

*lieux et liens*



**Editions de l'ORSTOM**

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

*avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique,  
de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales  
et du Ministère des Affaires Etrangères*

## Sommaire

**Présentation** - P. PELISSIER ET G. SAUTTER

**Avant-propos** - P. GOUROU

**Liens** - C. BLANC-PAMARD, A. LERICOLLAIS, J. GALLAIS,  
H. ATTIA

**Campagnes en devenir** - J.-Y. MARCHAL, O. HOFFMANN,  
L. MESCHY, J. PELTRE-WURTZ, J. BOULET, G. DANDROY,  
C. SEIGNOBOS, B. ANTHEAUME, V. LASSAILLY-JACOB,  
B. CHARLERY DE LA MASSELIERE, J. BOUTRAIS, M.-C.  
CORMIER-SALEM, A. LERICOLLAIS, C. BLANC-PAMARD,  
M. BENOIT, H. RAKOTO-RAMIARANTSOA, O. SEVIN, B.  
TALLET, Y. DEVERIN, J. RAMAMONJISOA, L. DUBOURDIEU.

**Autour des villes** - J.-L. CHALEARD, A. DUBRESSON, G.  
SALEM, M. LE PAPE, C. VIDAL, A. MANOU-SAVINA, P.  
PELTRE, G. MAINET, Y. MARGUERAT, J.-L. DONGMO,  
J. CHAMPAUD.

**Compositions d'espaces** - A. SECK, M.-C. AQUARONE,  
R. POURTIER, J.-P. RAISON, M. LESOURD, A. GASCON,  
M. PORTAIS, E. GU-KONU, C. TAILLARD, A. SAUSSOL,  
J. BONNEMAISON, L. CAMBREZY, J. PLYA, G. SAVONNET,  
E. BERNUS, J.-C. ROUX, A.-M. PILLET-SCHWARTZ, M. PE-  
PIN-LEHALLEUR, A. HALLAIRE, J. O. IGUE, A. SCHWARTZ.

**Liste des auteurs**

**Table des matières**